

---

---

# PRÉFECTURE DU CHER

DIRECTION des RELATIONS avec les  
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES  
et du CADRE de VIE  
Bureau de l'environnement

-  
Installation classée  
soumise à autorisation n° 5704

-  
Pétitionnaire :  
SA Récupération industrielle  
du Centre (R.I.C.)

APC

N° 3 053

ARRÊTÉ du 29 NOV. 1995

## portant agrément pour l'exercice de l'activité de valorisation de déchets d'emballage

-

Le préfet du Cher, chevalier de la Légion d'honneur,

VU la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée,

VU le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages,

VU l'arrêté préfectoral du 17 décembre 1990 autorisant la SA Récupération industrielle du Centre à exercer des activités de stockage et de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage sur le territoire de la commune de La Chapelle Saint-Ursin, au lieu-dit "Les Chaumes", sur les parcelles cadastrées section AI n°s 26 p, 27 p et 21 p,

VU la demande d'agrément pour la valorisation des déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages en date du 20 juillet 1995 formulée par M. Vincent BARTIN, président-directeur général de la société RIC recyclage,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 6 septembre 1995,

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa réunion du 18 octobre 1995,

CONSIDÉRANT que M. Vincent BARTIN, président-directeur général de la société RIC n'a pas formulé d'observations sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis le 8 novembre 1995 dans le délai réglementaire de 15 jours,

.../...

SUR la proposition de M. le secrétaire général,

## **A R R Ê T E**

**ARTICLE 1er** - La société RIC recyclage, dont le siège social est situé ZI des Forges, route de Foëcy à Vierzon (18100), est agréée à compter de la date de notification du présent arrêté, pour l'exercice de l'activité suivante dans son usine implantée sur le territoire de la commune de La Chapelle Saint-Ursin, au lieu-dit "Les Chaumes".

La valorisation est effectuée par tri et conditionnement des diverses qualités d'emballages métalliques (C 810).

**ARTICLE 2** - La valorisation visera au minimum 70 % des emballages métalliques sur le site.

**ARTICLE 3** - Lors de la prise en charge des déchets d'emballage d'un tiers un contrat écrit sera passé avec ce dernier en précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce contrat devra viser cet agrément et joindre éventuellement ce dernier en annexe. De plus, dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement sera délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

**ARTICLE 4** - Dans le cas où la valorisation nécessite une étape supplémentaire dans une autre installation agréée, la cession à un tiers se fera avec signature d'un contrat similaire à celui mentionné à l'article 3. Si le repreneur est exploitant d'une installation classée, le pétitionnaire s'assurera qu'il bénéficie de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballage pris en charge. Si le repreneur exerce des activités de transport, négoce, courtage, le pétitionnaire s'assurera que ce tiers est titulaire d'un récépissé de déclaration pour de telles activités.

**ARTICLE 5** - Pendant une période de 5 ans devront être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle du respect du décret du 13 juillet 1994 :

- les dates de prise en charge des déchets d'emballages, la nature et les quantités correspondantes, l'identité des détenteurs antérieurs, les termes du contrat, les modalités de l'élimination (nature des valorisations opérées, proportion éventuelle de déchets non valorisés et leur mode de traitement),
- les dates de cession, le cas échéant, des déchets d'emballage à un tiers, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat et les modalités d'élimination,
- les quantités traitées, éliminées et stockées, le cas échéant et les conditions de stockage,
- les bilans mensuels ou annuels selon l'importance des transactions,
- un récapitulatif mentionnant par famille d'emballages, les tonnages entrants, les tonnages valorisés, le mode et le lieu de valorisation, sera adressé chaque trimestre à l'inspecteur des installations classées.

**ARTICLE 6** - En aucun cas l'exploitant ne doit revaloriser des emballages souillés par des déchets industriels spéciaux. Ceux-ci devront être traités par une filière adaptée.

**ARTICLE 7** - Tout projet de modification significative de l'activité du titulaire ou des moyens qu'il met en œuvre sera porté à la connaissance du préfet, préalablement à sa réalisation.

.../...

**ARTICLE 8** - Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de La Chapelle Saint-Ursin et pourra y être consultée. Le présent arrêté devra être affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions d'octroi de la présente autorisation et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est tenue à la disposition de tout intéressé qui en fera la demande, sera affiché à la porte de la mairie de La Chapelle Saint-Ursin pendant une durée minimale d'un mois.

Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé à la préfecture (direction des relations avec les collectivités territoriales et du cadre de vie - bureau de l'environnement).

Un avis sera inséré par les soins du préfet du Cher et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 9** - Délai et voies de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif, le délai de recours est de 2 mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 10** - M. le secrétaire général, M. le maire de La Chapelle Saint-Ursin, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Centre, M. l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Le préfet,  
Pour le Préfet, et par délégation :  
*Le Secrétaire Général,*

Signé : Michel ROUZEAU

Pour ampliation,



Pour le Préfet,  
Le Chef de Bureau délégué

*A. Laveau*

**A. LAVEAU**